

"English spoken" : une analyse critique de l'émergence des pratiques anglophones en milieu rural breton

Aude Etrillard

▶ **To cite this version:**

Aude Etrillard. "English spoken" : une analyse critique de l'émergence des pratiques anglophones en milieu rural breton. Les locuteurs et les langues : pouvoirs, non-pouvoirs et contre-pouvoirs, Lambert-Lucas, pp.83-93, 2014. halshs-01397576

HAL Id: halshs-01397576
https://shs.hal.science/halshs-01397576

Submitted on 16 Nov 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Version « postprint » du chapitre : Etrillard Aude, 2014, « “English spoken” : une analyse critique de l’émergence des pratiques anglophones en milieu rural breton » dans Romain Colonna (ed.), *Les locuteurs et les langues : pouvoirs, non-pouvoirs et contre-pouvoirs*, Lambert-Lucas., Limoges, pp. 84-93.

Aude Etrillard

Laboratoire PREFics EA 4246 – Université Rennes 2

« English spoken » : Une analyse critique de l’émergence des pratiques anglophones en milieu rural breton

Introduction

Les migrations britanniques dans les espaces ruraux en France ont eu pour conséquence de renforcer les pratiques anglophones sur ces territoires depuis les années 1980. Cette contribution propose une analyse des pratiques anglophones ayant émergé dans les espaces ruraux de la Bretagne intérieure. Elle s’intègre dans une recherche doctorale consistant en une ethnographie sociolinguistique et critique d’interactions, directes ou médiatisées, entre populations « autochtones » et « migrantes ». En me penchant ici sur trois types d’espaces interactionnels — des espaces médiatiques, des services institutionnels et associatifs et des interactions interindividuelles quotidiennes — il sera proposé une interprétation des positionnements des autochtones et des migrants quant aux pratiques anglophones et la mise en lien des pratiques observées avec des enjeux socioéconomiques spécifiques aux lieux de migration. En documentant cet aspect du paysage sociolinguistique du Centre-Bretagne, l’objectif sera ici de montrer le rapport dialectique qui lie les dynamiques de globalisation et les choix sociolinguistiques dans les situations observées et discutées sur le terrain. C’est en effet en tant que stratégies d’insertion sur un marché international, de valorisation et de développement économique du territoire, soit en tant que lieux et moments de la production de la globalisation, que j’interpréterai les discours circulants et les pratiques observées.

1. Les migrations privilégiées : une approche ethnographique, sociolinguistique et critique.

1.1. Le privilège du choix dans les nouvelles émigrations du Nord

En Région Bretagne les Britanniques forment la population étrangère majoritaire comptant, au recensement de 2010, près de 14 000 personnes (INSEE, 2013/2). Depuis la fin des années 1980, cette population s’installe prioritairement en milieu rural, et se manifeste comme une illustration exemplaire des « mobilités privilégiées » (Amit 2007, Croucher 2012), également appelées *Lifestyle Migrations* (Benson et O’Reilly, 2010), qui se multiplie depuis la fin du 20^{e} siècle chez des populations, et vers des destinations, toujours plus diverses. De la Grande-Bretagne vers la Bretagne rurale, de la France vers le Maroc, des États-Unis au Panama, les trajectoires et les populations de ces migrations partagent néanmoins quelques caractéristiques, dont les principales sont une « *prospérité relative* » (Ibid.) dans les lieux d’origine, ainsi qu’une plus grande sécurité économique et démocratique que les migrants partants du Sud vers le Nord. Ces mobilités

reposent alors sur des choix élaborés par les migrants dans le cadre d'une quête d'une amélioration de confort de vie, assimilable en de nombreux points à un choix de consommation (Ibid). Le choix de la destination convoque un imaginaire, lui-même alimenté par des productions publicitaires et/ou culturelles ayant pour but de valoriser les espaces ciblés (Akerlund, 2012, Eimermann, 2013, Etrillard à paraître [a]). Il est également soumis à la condition d'une plus-value possible, dans le cadre de la vente d'un bien immobilier dans les lieux d'émigration et l'achat d'un autre dans les lieux d'immigration. Ce type de migration est donc rendu possible par une mondialisation des marchés immobiliers, impliquant une évaluation de la profitabilité des investissements sur les territoires concernés, et dessinant une hiérarchie de la valeur économique des territoires. Alors, ces flux migratoires s'axent sur les conjonctures économiques des lieux de départs et de destinations, l'éclatement de la bulle immobilière au Royaume-Uni en 2007 (Bone and O'Reilly, 2010) ayant par exemple donné un grand coup de frein à l'émigration en provenance de Grande-Bretagne. Aussi, si pour beaucoup il s'agit de s'installer pour de bon, pour d'autres la migration suit une temporalité moins linéaire. On observe par exemple des installations saisonnières, des retours fréquents et assez longs dans les pays d'émigration, des retours définitifs, ou encore des relocalisations dans de nouveaux espaces, pour des raisons financières, ou de santé physique et/ou psychologique.

S'agissant de la population étudiée ici, deux dynamiques peuvent être plus spécifiquement identifiées comme ayant participé au choix de migrer en Bretagne rurale. Premièrement la perception d'une évolution des conditions économiques et de conditions de travail laissant moins de temps pour une vie familiale et sociale, de l'augmentation du temps de transport foyer/travail, et de l'émergence d'un sentiment d'insécurité, est partagée par la plupart des migrants, pour qui le Royaume-Uni semble être une nation « *going to the dogs* », ayant perdu son intégrité et son authenticité. On peut y voir ici les effets de la compression des espaces et des rythmes de vie (Harvey, 1989) et la reconfiguration des nationalismes (Heller, 2011) dans le capitalisme contemporain. En parallèle, le tourisme en milieu rural en Bretagne reste un marché de niche, mais est particulièrement populaire chez les Britanniques, séduits par une esthétique de l'idylle rurale, contrastant avec la haute modernité capitaliste (Ibid.). Cette fréquentation touristique a permis une première prise de contact entre des acheteurs potentiels et le marché immobilier local offrant une abondance de biens recherchés par les Britanniques à des prix « dérisoires » en comparaison au marché britannique. A la fin des années 1980 une première vague de familles et de couples s'installe en Bretagne intérieure, et une autre vague fera suite à partir de 1999, jusqu'en 2006 où les contextes économiques cessent d'être favorables.

1.2. Approches théoriques

Dans le cadre d'une recherche ethnosociolinguistique, je me suis intéressée plus spécifiquement aux interactions entre populations migrantes et autochtones[1]. Le travail de terrain a été réalisé entre 2009 et 2012 et a

[1] L'objectif de ce travail de thèse est l'analyse des différentes stratégies interactionnelles et identitaires parmi des migrants partageant la nationalité britannique. Mon choix s'est donc arrêté sur « autochtones » pour désigner les individus n'ayant jamais participé a un flux migratoire et distinct des migrants de nationalité britanniques, afin de ne pas exclure qu'autochtones et migrants puissent articuler différemment ou partager des identités sociales (« anglais », « gallois », « breton », « celte », « français », « locaux » etc., voir Etrillard, à paraître [b]).

consisté en des observations ethnographiques d'activités associatives et de discussions informelles, 15 entretiens semi-directifs en groupes ou individuels avec des migrants et des autochtones, l'observation de 51 discussions de forum, et une compilation de divers documents écrits, audio et vidéo. Il a été alimenté par ma familiarité préalable avec la région étudiée. La recherche a notamment pour objectif de croiser les représentations d'autochtones et de Britanniques sur leurs pratiques interactionnelles respectives. Un des axes de l'analyse de ces interactions est la façon dont la thématique langagière est envisagée par les informateurs. Dans ces lignes je me concentrerai sur une analyse de la place des pratiques anglophones, et des attitudes à l'encontre de ces pratiques, comme révélatrices des rapports de pouvoir induits par les contraintes d'un contexte socioéconomique, et illustrant les dynamiques de la mondialisation et ses paradoxes. Cette proposition d'analyse s'appuie donc sur un socle critique en sociolinguistique tel qu'il est développé chez Monica Heller (2011), amenant à analyser les pratiques et représentations sociolangagières comme outils et produits, symboliques et matériels, de l'organisation des sociétés et de la reproduction des rapports de pouvoir.

2. Les pratiques anglophones dans les médias locaux et services marchands

2.1. Des espaces anglophones de mises en réseau

De nouveaux médias anglophones spécifiquement à destination des migrants dans les localités ont fait leur apparition en Bretagne. En version papier deux mensuels anglophones payants étaient distribués sur abonnements en Bretagne. L'un d'eux, *Brit Mag*, a fait faillite et a cessé de publier en décembre 2012. Le second, le *Central Brittany Journal*[2], est moins centré sur la création de contenus journalistiques, et consiste principalement en une mise en réseau entre acheteurs et vendeurs de services :

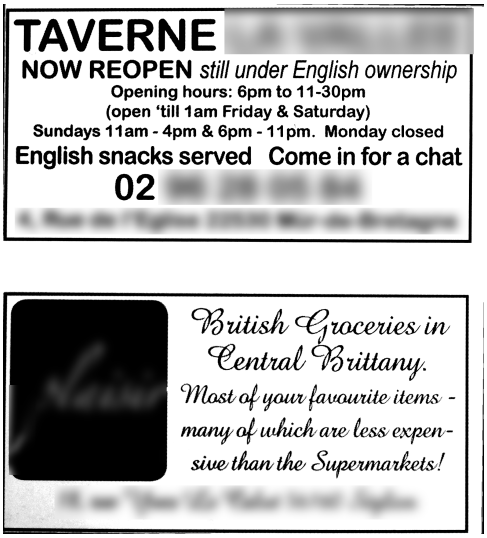
> The Central Brittany Journal was launched in 2004 with the specific purpose of helping small businesses to survive and prosper by putting them in contact with new customers.
>
> http://www.thecbj.com/about-the-central-brittany-journal/

Le mensuel est vendu un euro, mais est principalement financé par plus de 150 annonces publicitaires par numéro et la section des petites annonces. Il se compose d'articles sur le patrimoine breton (danses, architecture, étymologie, etc.) et de chroniques aux thématiques et aux mises en page parfois adaptées aux catégories des annonceurs. Le journal se vend par abonnement à des milliers d'exemplaires à travers le Centre Bretagne et est connu de bouche à oreille. Il apparaît clairement comme le support d'un réseau d'entrepreneurs britanniques proposant des services aux migrants britanniques (Image 1), et s'y abonner est présenté comme une démarche de soutien à cette microéconomie. Des annonceurs autochtones ont également identifié le réseau que représente le journal. Il s'agit alors pour ces derniers de mettre en

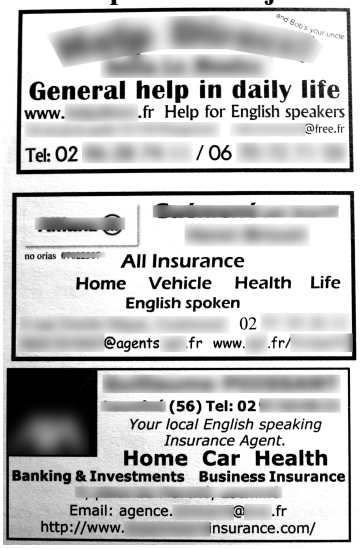
[2] Dorénavant CBJ

avant leurs services anglophones, par exemple par la mention « English Spoken » (Image 2), nous y reviendrons.

Image 1 : Encarts publicitaires CBJ Septembre 2012, page 6



Images 2 : Encarts publicitaires CBJ Septembre et janvier 2012, page 10.



Autre média anglophone d'importance sur le territoire, le site internet AngloInfo se divise en une multitude de franchises régionales, partout où sont concentrées des populations britanniques. Tout logiquement, AngloInfo Brittany a fait son apparition au début des années 2000. Le site suit à quelques éléments près le même modèle que le CBJ (annonces, publicités locales, quelques articles d'informations), mais il dispose par ailleurs d'un forum de discussion anglophone, à partir duquel j'ai constitué une partie de mon corpus. Ce dernier contribue également à la mise en réseau des Britanniques et autres migrants privilégiés sur le territoire. Il est à la fois un espace pour offrir ses services, pour partager ses connaissances en terme de « bonnes pratiques interactionnelles » et pour échanger des conseils et des bonnes adresses, par exemple pour se sortir d'une situation administrative complexe, ou pour trouver un restaurant de *Fish and chips*.

L'existence de ces espaces médiatiques anglophones et territorialisés a donc participé à une mise en réseau de Britanniques en Bretagne rurale, autant pour les activités professionnelles que personnelles. De nombreux autochtones ne voient pas cette mise en réseau professionnelle d'un très bon œil. D'une part le regroupement est perçu comme un obstacle à l'apprentissage du français. D'autre part, certains artisans et commerçants[3] craignent cette nouvelle concurrence, compétente en anglais, travaillant parfois au noir ou avec un statut d'autoentrepreneur permettant l'application de meilleurs tarifs.

2.2. L'anglais pour vendre

Sur CBJ et sur AngloInfo Brittany, les entreprises autochtones ont aussi l'occasion de promouvoir des services anglophones auprès d'une population ciblée. Dès les prémisses de ce phénomène migratoire, Jacques Barou et Patrick Prado (1995) soulignaient que les notaires et agences immobilières avaient adapté leurs services, notamment en se dotant d'interprètes au moment d'effectuer les transactions immobilières. Afin de rester compétitifs, face aux nouveaux entrepreneurs britanniques, et pour profiter de cette nouvelle clientèle, les agents du tissu économique semblent considérer légitime l'utilisation de l'anglais dans la transaction commerciale. On trouve ici et là d'autres exemples d'adaptations : des commerçants offrent

[3] y compris les Britanniques enregistrés à la Chambre des Métiers

des formations en anglais à leurs employés sur la base du volontariat, une banque locale crée un site internet en anglais, des panneaux « English Spoken » ou des drapeaux britanniques ornent ici et là les devantures des commerces. Comme le montre la première annonce dans l'image 2, des autochtones avec des compétences en anglais ont également monté leur entreprise d'aide aux non-francophones, à l'instar d'Alice, informatrice citée précédemment. Mais ce qui semble ressortir du côté des autochtones n'est pas tant la reconnaissance explicite de la légitimité des pratiques anglophones, mais plus discrètement une cooption, dans une stratégie de profit.

De nombreux Britanniques semblent conscients de leur pouvoir économique, et de l'espoir qu'ils suscitent sur le territoire de migration. Dans une discussion de forum débattant sur le sentiment des Britanniques concernant leur légitimité sur le territoire, on peut lire par exemple :

> (…) I by no means meant to suggest that the economy of Brittany would collapse without english input, BUT I do think that it would be sorely missed. The manager of Mr Bricolage told me himself that it's the english that keep his business thriving, not to mention the beautiful breton properties that are being bought and renovated. (…)[4]

Pour beaucoup, « l'activité économique » apportée les légitime sur le territoire et les distingue notamment d'une catégorisation de migrants :

> **Alice :** (…) Parce que ÇA je l'ai entendu à ma grande surprise chez beaucoup/ chez TOUS quasiment/ unanimement/ même des gens voyez « fin je veux dire unanimement euh de gauche euh jusqu'à droite/ « fin voilà quoi/ euh : Leur pays a UN problème/ c'est l'immigration/ alors c'est quand même fort de café pour des gens qui- viennent ici/ ils le disent ICI en plus/ .. mais alors après (rires)/ quand vous grattez un peu vous dites « attends mais tu fais quoi là toi ? »/ et ils vous disent « oui mais moi j'demande rien/ (rire) à l'Etat »/ (…)

L'éthos du consommateur, occidental, relativement prospère, anglophone, et son pouvoir économique efface celui du « migrant », mot auquel dans les municipalités et associations on préfère largement le terme de « nouveaux arrivants ». Ce même pouvoir impacte donc directement sur la volonté des commerçants d'adopter des pratiques anglophones et peut en justifier la demande. Au cours de notre entretien, Alice me montre une série de questions que des clients britanniques lui posent concernant le service de santé français. Dans l'une des questions, on peut lire ceci :

> « There is now a large number of UK people in France. Is it possible that in the important matter of health care more English translations of medical documents could be made available? (We are paying customers!) »[5]

[4] Traduction : « (…) je ne suggérais en aucun cas que l'économie bretonne s'effondrerait sans la contribution anglaise, MAIS je pense vraiment que nous serions véritablement regrettés. Le gérant de MrBricolage m'a dit lui-même que ce sont les anglais qui font marcher son commerce, sans parler de l'achat et de la rénovation des belles propriétés bretonnes (…)

[5] Traduction : « Il y a, à présent, un grand nombre de Britanniques en France. Est-ce possible, concernant le domaine important de la santé, que plus de documents traduits en anglais soient mis à disposition ? (Nous sommes des clients/nous payons!) »

Outre un écart probable entre les notions britanniques et françaises d'usagers des services de santé, on voit ici que le nombre de ressortissants britanniques et le principe du service au consommateur justifient une demande de pratiques anglophones. Pour autant, nous le verrons dans la troisième partie de cette contribution, ce type de remarque ne fait pas l'unanimité chez les Britanniques.

3. Les pratiques anglophones dans les services institutionnels et associatifs

Dans les secteurs non marchands des services institutionnels et associatifs, il est également remarquable de constater que de nombreux efforts sont réalisés pour communiquer avec une population anglophone.

3.1. Stratégies politiques d'accueil

Un exemple particulièrement frappant est l'édition en anglais par le Conseil Général des Côtes-d'Armor d'un « *livret d'accueil pour les nouveaux arrivants* ». Bien que cela ne soit pas formulé explicitement, les choix éditoriaux et graphiques ciblent directement les Britanniques. En feuilletant le livret on comprend d'autant mieux l'enjeu de générer ce type de documentation, pour cette population, qui est certes la population migrante majoritaire en Cotes d'Armor, mais loin d'être la seule. D'abord une section spécifique est consacrée aux normes en matière de constructions[6] et de la nécessité de recourir à des services de professionnels certifiés. Par ailleurs, des sections entières orientent les lecteurs vers la création d'entreprises et de Gîtes Ruraux. Bien qu'il ait été réalisé en réponse à un besoin, sous la forme de *Frequently Asked Questions*, le livret semble montrer que les Britanniques sont incités à contribuer au développement économique via l'industrie touristique et l'entrepreneuriat, et via la consommation de services divers.

Autre élément d'importance concernant ce livret, il est réalisé sous l'impulsion d'une association franco-britannique, sur laquelle il vaut la peine de s'arrêter. Elle fut fondée en 2003 par une résidente britannique du Centre Bretagne, afin de contribuer à « *l'accueil des nouveaux arrivants et leur intégration dans la population locale* »[7]. Elle offre toute une gamme de services à ses adhérents, dont le principal est un accompagnement en anglais à travers des démarches administratives en France. Elle met aussi en place des activités de loisirs et héberge des cours de français de tous niveaux, ainsi qu'un club de conversation franco-anglais. Cette association constitue alors une autre plateforme de distribution des connaissances et soutient les stratégies sociales et économiques des populations migrantes. De manière tout à fait frappante, en concertation avec la communauté de communes locale, le syndicat d'initiative local, soit l'Office du Tourisme, s'est vu déplacé d'une commune voisine aux locaux de l'association. Cette initiative, et le fait que la personne en charge soit dorénavant Britannique font l'objet de quelques controverses locales. En tout cas elle démontre une stratégie

[6] Contrairement aux autres populations migrantes, les Britanniques en Bretagne sont majoritairement propriétaires de leurs logements (77%).

[7] Extrait de la présentation de l'association sur son site internet.

développée par les élus de la communauté de communes pour axer le développement territorial autour des populations britanniques, comme de nombreuses autres initiatives dans d'autres associations et communes (des Britanniques démarchés pour siéger à des conseils municipaux, des bulletins municipaux et pots de bienvenue en anglais, des formations des offices du tourisme à un accueil spécifique aux Britanniques, etc.)

3.2. L'anglais pour lui-même

Le désir de pratiquer et de développer des compétences en anglais explique également l'abondance d'initiatives individuelles. Deux informateurs interviewés illustrent cette attitude : Stéphane est secrétaire de Mairie et Fabrice est un travailleur social chargé de l'accompagnement des personnes en situation de handicap ou vieillissantes. Pour eux, l'anglais est une valeur ajoutée au territoire et à leurs profils professionnels. Ils délivrent donc spontanément, « *pour pratiquer* » et « *par plaisir* », leurs services en anglais à ceux qui en ont besoin.

Considéré comme la langue qui ouvre les portes du monde, l'anglais est perçu par beaucoup d'autochtones comme une compétence à acquérir et à capitaliser. Pour certains parents d'élèves scolarisés avec des enfants britanniques, cette présence anglophone est considérée un « atout » pour leurs enfants. C'est aussi cette valeur qui a amené une émission franco-anglaise à trouver sa place sur les radios associatives du Centre-Bretagne. *Spotlight on Brittany* est une émission bilingue émise sur deux radios locales qui a pour but de faire progresser les Britanniques en Français, mais qui est également présentée comme offrant aux populations autochtones l'occasion d'apprendre l'anglais. Enfin cette valorisation et mise en équivalence du français et de l'anglais se manifeste dans le fleurissement des clubs de conversations français-anglais hebdomadaires dans des dizaines de communes.

4. Négociations dans les pratiques interindividuelles

4.1 Une fragmentation de l'espace social ?

En se penchant uniquement sur les pratiques anglophones elles pourraient sembler être les pratiques privilégiées au quotidien dans les interactions entre Britanniques et autochtones, unanimement légitimées dans les discours. Pourtant l'observation des pratiques interindividuelles nuance cette perspective et révèle des paradoxes émergeant d'un contexte socio-économique.

À la quasi-unanimité, autochtones et Britanniques francophones, reprochent à ceux qui ne pratiquent pas, ou peu, le français de ne pas « *faire l'effort* ». Quelques indices indiquent que la représentation de la surprésence des pratiques anglophones est ressentie comme une violence symbolique chez les autochtones. L'achat de terrains et de maisons associés à une histoire collective communale, combiné à la non-reproduction de certains rites d'interaction[8], garant, pour partie, de la démonstration et la reproduction

[8] Parmi les pratiques rituelles permettant une mise en lien avec les autochtones, et nécessitant des compétences en français, sont citées le don des produits d'un potager, l'aide aux travaux manuels, l'invitation improvisée (ou l'acceptation de l'invitation) au « café » ou à l'apéritif, la discussion prolongée lors d'une rencontre fortuite (voir aussi Etrillard, à paraître [b]).

d'une appartenance communautaire, peuvent être perçus par certains autochtones comme une fragmentation de l'espace et du lien social. Comme un autochtone l'exprime : « *Moi ce que je regrette, c'est que les gens vivent les uns à côté des autres, mais ne se connaissent plus* ». Ceci explique probablement les menaces et insultes anonymes dont a été victime Alice par exemple, les graffitis « *Brits Out* » dans le village de Bourbriac il y a quelques années, et d'autres actes de vandalisme à l'encontre des Britanniques.

Il faut souligner également la présence de ce discours chez beaucoup de Britanniques. La plupart des informateurs britanniques approuvent et reproduisent un discours qui associe intégration et langue française, qu'ils la pratiquent ou non, et expriment, par exemple sur le forum observé, leur « honte » face aux « *noisy English* ». La figure antagonique du « mauvais Britannique », bruyant, plaintif et méprisant les autochtones en s'obstinant à parler en anglais, fait l'objet de nombreux anecdotes et commentaires agacés. Lorsqu'il en est question, les migrants observés énoncent leur idéal monolingue pour la Grande-Bretagne : il y est souhaité aussi que les migrants parlent *la* langue nationale, il est donc logique qu'en France l'exigence soit la même[9]. Aussi les personnes qui ne pratiquent pas le français, semblent éprouver systématiquement le besoin de s'en justifier lorsqu'il en est question en face de francophones Britanniques ou autochtones.

4.2 Les pratiques francophones, le passeport pour la socialisation

Les Britanniques ayant participé à cette enquête communiquaient pour la plupart exclusivement en français avec des autochtones. Le cas de trois de mes informateurs Janet, Patrick et James est exemplaire dans le sens où ils illustrent le profil de nombreux Britanniques ayant appris le français et devenus des piliers du tissu social local, au sein d'associations ou de conseils municipaux. La pratique du français par les migrants britanniques semble ouvrir de nombreuses portes et surtout, si elle est accompagnée d'un investissement dans des rites locaux, assure une popularité auprès des autochtones.

L'une des stratégies les plus adoptées et conseillées sur les forums de discussion est de manifester son intention de parler et d'apprendre le français. On trouve également une attention particulière portée au respect des rites, tels que les formules de politesse ou aider à ranger suite à un événement communal ou associatif. Toutefois, laissées en l'état, ces stratégies restent en deçà des compétences attendues pour une socialisation et une communication qui fait sens pour les autochtones, laissant alors une certaine frustration telle que l'expriment Nadine, une autochtone, et Nicolas, son conjoint originaire de la région parisienne :

[9] Dans une autre contribution il en ressort que seul le « français » ou l'anglais sont envisagés comme langues d'interaction entre Britanniques et autochtones (Etrillard, à paraître [b]). Le gallo est rarement identifié par les Britanniques. Le breton celtique quand a lui l'est plus souvent, mais son apprentissage en tant que langue d'interaction par des Britanniques reste tout à fait exceptionnel.

Nadine : ben c'est sur que c'est gênant/ mais bon il faut/ il faut accepter ça comme ça hein/ tu vois ce que dit Jean/ quand il a des problèmes pour démarrer sa tondeuse il fait un signe à Marianne / qui est une anglaise/ qui ne parle pas français non plus/ alors il lui fait signe/ elle voit bien qu'il peut pas démarrer sa tondeuse/ parce qu'il est âgé/ et elle elle vient / hop elle lui démarre sa tondeuse/ salut salut on boit le coup on boit le coup/ et voilà

Nicolas : ouais et on communique pas /

Nadine : c'est comme ça/ c'est c'est pénible quoi/

Enfin, il reste que la pratique exclusive de l'anglais ne peut pas être envisagée comme une option pour des personnes n'ayant pas les moyens de s'offrir constamment des services d'interprétariat, notamment dans des situations de crises telles qu'une hospitalisation, ou face à une situation financière difficile.

Conclusion : le privilège du visiteur, le devoir du migrant

L'ambivalence entre les stratégies d'accueil anglophones et les exigences en français pour une socialisation avec des autochtones, semble finalement révéler un flou concernant le statut attribué aux Britanniques dans ce contexte : sont-ils des « visiteurs », des touristes, permettant une revitalisation économique, ou des « migrants » venus pour s'installer et impacter les territoires durablement ? L'exigence de la part des autochtones en matière de pratique francophone semble s'ajuster en fonction de la réponse à cette question.

Si l'idéologie qui se maintient semble être celle du monolinguisme, puisqu'on attend des migrants qu'ils pratiquent « la » langue de la nation, y compris dans un contexte où les langues régionales sont également présentes, une approche critique permet de voir que ce monolinguisme national ne sied plus tout à fait à toutes les configurations de la domination dans un capitalisme contemporain, où des populations occidentales, blanches, et relativement prospères se trouvent face aux contradictions de leurs propres idéologies dans le cadre d'une expérience migratoire. Aussi, sur ce terrain, on peut voir que vivre le plurilinguisme est possible, mais les notions d'intégration, d'identité, et de frontières ne sont pas pour autant remises en question par ces stratégies plurilingues, puisqu'elles limitent principalement leurs objectifs à une inclusion économique, donnant au privilège anglophone un double tranchant : s'il est possible matériellement de vivre sur les lieux de migration avec seulement un minimum de compétence en français, les individus non francophones semblent néanmoins souffrir d'un isolement sévère et être freinés dans leur socialisation.

Bibliographie :

Åkerlund Ulirika, 2012, « Selling a place in the sun: International property mediation as production of lifestyle mobility », *Anatolia: An International Journal of Tourism and Hospitality Research*, p. 1-17

Amit Vered, 2007, *Going First Class: New Approaches to Privileged travel and Movement*, New-York, Berghahn Books.

Barou Jacques et Prado Patrick, 1995, *Les Anglais dans nos campagnes*, L'Harmattan, Paris.

Benson Michaela et O'Reilly Keilly (éds.), 2010, *Lifestyle Migration*, Ashgate, Farnham.

Bone J. et O'Reilly K., 2010, « No place called home : the causes and consequences of the UK housing bubble », *The British Journal of Sociology*, Vol 61, Issue 2, London School of Economics, Londres, pp. 231-255.

Blanchet Philippe, 2000, *Linguistique de Terrain*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

Croucher Sheila, 2012, « Privileged Mobilities in a Age of Globality », *Societies*, 2012/2, 1-13.

Eimermann Marco, 2013, « Promoting Swedish countryside in the Netherlands: International rural place marketing to attract new residents », *European Urban and Regional Studies*, pp 1–

Etrillard A., à paraître[a], « Towards a critical and ethnographic approach to language practices in lifestyle migrations », dans Torkington K., Sardinha J, et David I. (éds), *Practising the Good Life/ The Good Life in Practice*, Ashgate, Farnham, 2014.

Etrillard Aude, à paraître[b], « Les migrants britanniques en Bretagne intérieure : représentations de l'espace social et stratégies interactionnelles », Presses Universitaire de Rennes dans le cadre du cycle de séminaire *Identités, migrations, diasporas* de Équipe de recherche sur les minorités nationales et les ethnicités.

Harvey David, 1989, The Condition of Post-Modernity, Basil Blackwell, Oxford.

Heller Monica, 2011, *Path to Post-Nationalism,* Oxford University Press, New-York.

INSEE, *La Bretagne est la région française avec le plus faible taux d'immigrés*, Octant info n° 125, 2012

INSEE, *Tableau de bord des pays de Bretagne*, Mise à jour constante, consulté en Juillet 2013.